



Innovation et développement inclusif

Lynn Mytelka, Directrice de recherche, UNU-MERIT, France

L'innovation

Dans la littérature conventionnelle, on confond souvent innovation et invention. Cette dernière fait principalement référence à la nouveauté et constitue un critère essentiel à l'obtention de brevets. Contrairement à l'invention, la démarche concernant les systèmes d'innovation fait ressortir que l'innovation ne concerne ni la recherche, ni la science ou la technologie, mais qu'elle correspond plutôt à l'application par des entreprises ou d'autres acteurs impliqués dans la production de biens et de services, de connaissances qui sont nouvelles pour eux ; indépendamment du fait qu'elles soient nouvelles pour leurs concurrents, leur pays ou le reste du monde.

Pris sous cet angle, l'innovation peut revêtir (et a revêtu) diverses formes : des changements radicaux aux limites de la connaissance, aux nombreuses petites altérations qui collectivement modifient les produits et les processus, améliorent la qualité, réduisent les coûts, augmentent l'efficacité et garantissent la durabilité environnementale. De tels changements ont également le potentiel d'ouvrir des possibilités d'inclusion dans le processus d'innovation aux petits exploitants agricoles. Mais comme ce document le démontre, il ne sera pas facile de développer les capacités autochtones, de renforcer les liens locaux, et de créer les structures de soutien nécessaires.

Dans une certaine mesure, ceci est dû à une série de changements qui se sont produits dans les modèles de production et de concurrence à l'échelle internationale, au cours des dernières décennies. Ces changements ont forcé les entreprises du monde entier à s'engager dans un processus continu d'apprentissage et d'innovation. Parmi ces changements, deux ressortent plus particulièrement : i) la grandissante intensité des connaissances dans la production et ; ii) l'émergence d'une concurrence fondée sur l'innovation. En plus de leur impact sur le secteur des technologies de pointes, ces changements ont joué un rôle essentiel pour stimuler et modeler la production agricole destinée à l'exportation dans les pays en développement.

Alors que les barrières traditionnelles au commerce international et aux investissements ont été démantelées, la concurrence fondée sur l'innovation s'est répandue partout dans le monde

Commandé par : Le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA)

intensifiant la pression sur les entreprises des pays en développement pour qu'elles maîtrisent une technologie importée, et dans certains cas, pour qu'elles innover. Les pays exportateurs n'ont cependant pas tous profité de ces changements pour se tourner vers innovation. Les gouvernements locaux n'ont pas non plus joué un rôle déterminant dans le renforcement des capacités des producteurs pour apprendre et innover, notamment dans les petites communautés agricoles, comme le montre le cas des fleurs de Colombie.

C'est au début de cette période, notamment, que la Colombie s'est révélée un important exportateur de fleurs à destination des États-Unis. Bien qu'à l'origine ces exportations concernaient des variétés de plantes locales, en voyant la concurrence s'intensifier, les cultivateurs se sont tournés vers la production et l'exportation de roses. Il est important de noter, cependant, que la croissance des exportations de fleurs depuis la Colombie n'a pas été stimulatrice d'un processus d'innovation. Dès le départ, la majorité de ceux qui se sont orientés vers le secteur de la floriculture recherchaient des opportunités d'investissement plus lucratives pour leurs terres qui étaient jusqu'alors utilisées pour le pâturage. À la base, ils n'avaient aucune compétence comme sélectionneurs et se procuraient donc des licences pour les variétés qu'ils utilisaient auprès des cultivateurs néerlandais et, dans une moindre mesure, français et italiens.

Alors que la concurrence s'accroissait dans le secteur des fleurs coupées, et au vu de la vigueur de la recherche agricole du pays, on aurait pu s'attendre à une évolution vers un renforcement des capacités nationales en matière de culture sélective des plantes. En dépit du développement de la recherche locale et de l'innovation dans des secteurs d'exportation comme le café, rien de tel ne s'est produit dans l'industrie floricole et la pratique qui consistait à importer du matériel de plantation a perduré, malgré les coûts qui augmentaient. Plus récemment, le secteur s'est trouvé confronté à des prises de contrôle étrangères, sapant les probabilités de développement d'une culture sélective locale (Mytelka et Bortagaray, 2005, p.19-20). De plus, au fil des années, n'ayant plus les moyens de payer leur adhésion à Asocoflores, l'association colombienne des floriculteurs, les petits exploitants ont eu de plus en plus de difficultés à développer les capacités et la base de connaissances nécessaires au développement de variétés de fleurs locales destinées à l'exportation. (Mytelka & Bortagaray, p.33).

Le développement inclusif

Le développement inclusif a fait son apparition en réplique à la « Révolution verte », mais il est désormais considéré comme une réaction plus large au besoin de préserver l'agriculture à petite échelle et l'agriculture durable au niveau mondial. Cependant, les petits exploitants des pays en développement, font face à d'autres défis en produisant des récoltes destinées à l'exportation tout en conservant la propriété locale des terres, alors que les investisseurs étrangers sont à la recherche de baux à long terme pour la production locale de cultures destinées à l'exportation. Ils ne disposent pas non plus d'un accès aux connaissances et informations essentielles qui renforcent la capacité des communautés locales à s'adapter lorsque les conditions changent. Les gouvernements ont un rôle important à jouer pour renforcer ces capacités et pour stimuler et soutenir ces processus.

Dans une large mesure, cependant, le rôle du gouvernement dans le renforcement de l'apprentissage et de l'innovation à travers des canaux accessibles aux petits exploitants a été limité. Dans certain cas, il s'agit du résultat de l'acquisition répandue de terres destinées à la production pour l'exportation à grande échelle dans un certain nombre de pays en développement. Comme le montre l'exemple du Ghana, les conséquences peuvent être très négatives sur les petites communautés agricoles, en particulier sur celles dont les terres sont en grande partie contrôlées par les chefs locaux qui peuvent les louer aux entreprises étrangères, sans consulter personne. « L'économie rurale du Ghana étant largement agraire, sécuriser les droits fonciers est un enjeu central dans les zones rurales du pays, par rapport aux conditions de vie, à la sécurité alimentaire, la croissance économique et les droits de l'homme (Acheampon *et.al.* 22 Juillet 2014, 4502)

Les nouvelles politiques et nouvelles pratiques

Les pratiques commerciales mondiales actuelles exercent une pression sur les petits exploitants agricoles partout. Il est par conséquent de plus en plus nécessaire de repenser les politiques et pratiques existantes concernant la commercialisation des produits agricoles, et de le faire dans le contexte de l'agriculture à petite échelle. Ceci est d'autant plus important dans le cas des petites exploitations qui produisent pour l'exportation et qui appartiennent à des entreprises étrangères ou gérées par elles. Trois changements dans les pratiques actuelles seraient particulièrement importants.

L'un d'entre eux est la nécessité de s'éloigner des pratiques à court terme qui ne prennent pas en considération les changements de prix, de goûts et de pratiques concurrentielles qui définissent le commerce agricole international. Une perspective à plus long terme est d'autant plus importante dans un monde où l'agriculture pour l'exportation est devenue une source majeure de revenus pour de nombreux pays en développement. À cet égard, la capacité d'analyser de telles pratiques et d'ajuster la production en fonction de celles-ci, est essentielle et requiert d'incorporer la flexibilité dans les pratiques agricoles dès le départ. Ceci nécessitera, en échange, le renforcement des bases de connaissances locales.

Un deuxième changement est la nécessité d'établir un dialogue avec les petits exploitants. Dans le contexte de l'agriculture destinée à l'exportation ; l'absence d'un tel dialogue est particulièrement problématique lorsqu'il est question de changement et par conséquent de développement inclusif. Pour introduire la flexibilité requise, l'agriculture d'exportation doit être repensée d'une manière qui ouvre des perspectives à l'apprentissage, au développement des capacités et au renforcement de la flexibilité en réponse au besoin de changements dans le temps dans l'utilisation des terres. Le dialogue a un rôle potentiellement important à jouer dans ce processus.

Jusqu'à récemment, cependant, le dialogue n'était pas au centre de l'élaboration de politiques ou de la planification de projets. Bien qu'il soit lié à l'ensemble plus vaste des habitudes, des pratiques et des normes qui influencent l'apprentissage et les processus d'innovation, il ne s'agissait pas d'une pratique bien établie. Au lieu de cela, la démarche commune impliquait un

processus descendant dans lequel les gouvernements, la recherche ou l'entreprise dirigeaient les flux de connaissances et d'informations. Il y avait deux sortes de dialogue : La communication et la consultation.

La communication est le transfert d'informations à travers la distribution de matériel, les campagnes de sensibilisation et les programmes de formation officiels. La consultation impliquent des groupes de discussion et des réunions entre parties prenantes qui donnent l'impression d'être des dialogues mais qui présentent en fait des délimitations préétablies n'offrant que très peu d'opportunités à ceux qui sont consultés d'exprimer des intérêts, besoins ou préférences qui ne font pas déjà partie du programme.

Contrairement à ce qui précède, les processus de dialogues interactifs laissent place à l'expression d'une vaste gamme de points de vue, intérêts, préférences et besoins qui sont essentiels au développement de la confiance et du consensus dans les processus de transition. Ils peuvent également jouer un rôle dans le développement et l'institutionnalisation de processus de travail et de résolution de problème en commun qui peuvent ouvrir la voie à des manières innovantes de gérer les problèmes. En somme, en reconnaissant le légitimité de préoccupations, intérêts et besoins locaux, ils renforcent les mesures d'instauration de la confiance qui soutiennent le processus de changement.

Finalement, de nouvelles pratiques qui permettent d'apprendre à évoluer pour s'impliquer dans les exportations internationales devront être développées. Actuellement, la plupart des décisions relatives à ces questions sont prises par des investisseurs étrangers. Dans une large mesure ceci vient du fait qu'une orientation vers le marché international nécessite un modèle de gestion très différent et implique une meilleure connaissance des marchés internationaux et de leurs incertitudes. L'heure du changement a sonné.

Conclusion

En résumé, prendre conscience qu'apprendre à innover fait également partie du processus est d'une importance cruciale pour stimuler un processus d'innovation qui attire les petits exploitants. Apprendre à apprendre et apprendre à innover sont par conséquent des impératifs doubles qui constituent une lourde charge pour les gouvernements des pays en développement afin d'établir l'environnement politique propice au déclenchement et au soutien des processus d'innovation chez les petits exploitants.

Références

Acheampong, Emmanuel et Benjamin Betey Campion, 22 juillet 2014, The Effects of Biofuel Feedstock Production on Farmers' Livelihoods in Ghana: (Effets de la production de la matière première de carburant sur les moyens d'existence des exploitants du Ghana) : The Case of Jatropha curcas (Le cas de Jatropha curcas) Durabilité 2014, 6(7), 4587-4607; doi:10.3390/su6074587

Mytelka, L.K et Isabel Bortagaray, 2007, Strengthening The Agricultural Innovation System in Colombia, An Analysis of the Cassava and Flower Sectors, Study Prepared for the World

Bank/Dfid Project. (Renforcer le système d'innovation agricole en Colombie, une analyse des secteurs du manioc et des fleurs, étude préparée pour la Banque mondiale/projet Dfid).

Document principal présenté lors du : Forum international du CTA : Libérer le potentiel de la science, des technologies et de l'innovation au profit de la sécurité alimentaire et nutritionnelle - plus particulièrement en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique - Élaboration d'une feuille de route - du 15 au 17 octobre 2014, NH Rijnhotel, Arnhem, Pays-Bas

Publié par CTA, <http://knowledge.cta.int/fr>
ÉDITION : J.A. Francis, CTA

Citation : CTA 2015. <http://knowledge.cta.int/fr>, "auteur" consulté le "date."

Copyright CTA 2015. La reproduction des articles et du matériel publié sur Connaissances pour le développement <http://knowledge.cta.int/fr> est autorisée, moyennant mention des auteurs et de la source.